



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9452^e séance

Jeudi 26 octobre 2023, à 16 h 30

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Moretti	(Brésil)
<i>Membres :</i>	Albanie	M. Spasse
	Chine	M. Tian Bingxu
	Émirats arabes unis	M ^{me} Alrahma
	Équateur	M ^{me} Mendez Gruezo
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Luquetta
	Fédération de Russie	M. Vorobiev
	France	M. Leclerc
	Gabon	M. Doumbeneny Ndzigna
	Ghana	M ^{me} Barnor
	Japon	M. Miyamoto
	Malte	M ^{me} Micallef
	Mozambique	M. Kumanga
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Andrews
	Suisse	M. Anderegg

Ordre du jour

Les femmes et la paix et la sécurité

La participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales : de la théorie à la pratique

Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2023/725)

Lettre datée du 3 octobre 2023, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2023/733)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est reprise à 16 h 30.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs et oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leur intervention à quatre minutes au maximum afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de quatre minutes pour les inviter à conclure.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

M. De Maesschalck (Belgique) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à souligner que la Belgique soutient pleinement les déclarations faites au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport (S/2023/725), cela fait plus de 20 ans que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité a été lancé : la participation pleine, égale et entière des femmes à la consolidation et à la pérennisation de la paix devrait être la norme, et non un sujet relégué au second plan et dont on se soucie après coup. Malheureusement, les progrès accomplis dans ce domaine sont lents, inégaux et insuffisants, et nous avons besoin de mesures plus concrètes.

À cet égard, je voudrais développer trois points.

Premièrement, la Belgique est tout à fait d'accord pour dire que la participation des femmes aux processus de décision sur un pied d'égalité avec les hommes et l'exercice des droits humains des femmes et des filles sont liés et se renforcent mutuellement. L'autonomisation économique des femmes, l'égalité d'accès à une éducation de qualité, la réalisation des droits en matière de santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les stéréotypes négatifs et bien d'autres mesures et actions concrètes sont nécessaires pour éliminer tous les obstacles structurels qui empêchent les femmes de participer à la vie publique et à la prise de décision. Et inversement, les femmes jouent un rôle essentiel dans la prise de décision en matière de paix et de règlement des conflits, ce qui permet de parvenir à des solutions durables pour tous.

Face à la montée mondiale de la misogynie et des mouvements antigenre, la Belgique appelle chacun à renforcer la collaboration pour que de l'égalité des genres devienne une réalité, tant dans des contextes de paix que dans des situations de conflit, en tant que condition préalable et pierre angulaire de la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Deuxièmement, les attaques et les représailles généralisées dont font l'objet les défenseuses des droits humains dans les situations de conflit se poursuivent, tandis que les femmes journalistes, les artisanes de la paix et les dirigeantes sont confrontées au harcèlement, aux menaces, aux discours de haine et à la désinformation, dans des situations de conflit comme en dehors. L'importance, le style, la nature et les conséquences de la violence fondée sur le genre visant des défenseuses des droits humains et des dirigeantes, en ligne et hors ligne, exigent une action beaucoup plus stratégique et réfléchie. À cet égard, la Belgique se félicite de l'appui renforcé qu'apportent les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations Unies aux défenseuses des droits humains, et préconise une collaboration accrue avec les dirigeantes afin d'amplifier leur message et d'accroître leur sécurité.

Enfin, mon pays déplore les insuffisances en matière d'investissement et de financement qui empêchent la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que l'absence de progrès dans le financement des organisations locales de défense des droits des femmes et des organisations dirigées par des femmes. Elles sont un élément moteur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, jouent un rôle essentiel dans la consolidation d'une paix durable et méritent toute notre reconnaissance et notre appui. C'est pourquoi la Belgique est fière de soutenir le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire, et appelle d'autres pays à faire de même.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Türkiye.

M^{me} Güven (Türkiye) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence brésilienne du Conseil d'avoir organisé cet important débat à l'occasion de l'anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000). Cette résolution a marqué une étape importante, non seulement en mettant en lumière la participation des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, mais aussi en s'attaquant aux effets disproportionnés des conflits armés sur les femmes.

Grâce à la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, la prise de conscience des effets asymétriques qu'ont les conflits sur les femmes a progressé, néanmoins les femmes et les filles de diverses régions du monde continuent de souffrir considérablement de l'intensification des conflits.

La situation au Moyen-Orient, sur laquelle le Conseil de sécurité s'est penchée cette semaine, ainsi que les situations en Ukraine, en Afghanistan, au Soudan et dans d'autres régions, montrent à quel point la plupart des progrès fragiles enregistrés dans la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité peuvent facilement être réduits à néant. Alors que le bilan humanitaire s'alourdit à Gaza, les femmes et les filles sont gravement touchées. Des milliers d'entre elles ont été tuées, rendues veuves ou déplacées. Les femmes enceintes de Gaza n'ont pas accès à des hôpitaux sûrs.

Nous exprimons notre profonde inquiétude devant le fait que la violence sexuelle, qui constitue une épouvantable violation de la dignité humaine, est devenue une tactique courante en période de conflit armé. Et trop souvent, les femmes sont exclues des efforts de prévention et de règlement des conflits.

Je souhaite rappeler nos priorités.

Tout d'abord, pour garantir le succès du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, nous devons nous attaquer aux problèmes de fond qui sont à l'origine de l'inégalité et protéger les droits humains des femmes et des filles. Nous devons également renforcer la riposte mondiale face aux actes horribles perpétrés contre les femmes et les filles dans les situations de conflit. Nous devons promouvoir l'application du droit international humanitaire en toutes circonstances. En outre, nous devons garantir la participation pleine et véritable des femmes en tant qu'actrices dans la prévention et le règlement des conflits. Nous nous félicitons que la participation des femmes à la consolidation et au maintien de la paix soit au cœur du Nouvel Agenda pour la paix.

Enfin, il est essentiel que la formation du personnel de sécurité, tant au niveau national qu'au niveau international, prenne en compte les questions de genre.

La Türkiye promeut activement la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) dans les instances internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'OTAN. La Türkiye a contribué à l'élaboration des politiques de l'OTAN au titre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Nous continuons de dispenser une formation sur les questions de genre aux membres du personnel de sécurité déployés au niveau national, ainsi que dans la Mission de l'OTAN en Iraq, dans la Force internationale de sécurité au Kosovo et dans d'autres missions de maintien de la

paix. Nous appuyons la protection et l'autonomisation des femmes et des filles pendant et après les conflits.

En tant que pays d'accueil du plus grand nombre de réfugiés au monde, la Türkiye continue de faire tout son possible pour apporter un soutien aux femmes et aux filles qui ont fui la Syrie. Et nous espérons sincèrement que cela permettra aux Syriennes de participer à la reconstruction de la Syrie quand le conflit sera terminé.

En conclusion, je tiens à exprimer notre gratitude aux soldates de la paix du monde entier pour leur service. Mon pays continuera de défendre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Zahneisen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Brésil d'avoir organisé cet important débat public aujourd'hui et, bien sûr, les intervenantes de leurs contributions.

L'Allemagne s'associe aux déclarations prononcées au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité, et à celle que fera la représentante du Chili au nom du Feminist Foreign Policy Group Plus, le groupe élargi des pays pratiquant une politique étrangère féministe.

Je souhaite tout d'abord évoquer brièvement la crise en cours au Moyen-Orient. Nos pensées vont à toutes les victimes des attentats terroristes perpétrés contre Israël et à tous ceux et toutes celles qui ont été blessés ou traumatisés à cause d'eux. Nos pensées vont également à celles et ceux qui souffrent de la crise humanitaire actuelle à Gaza. Une fois encore, les femmes et les enfants sont parmi les plus durement touchés, ce qui souligne l'importance du débat d'aujourd'hui.

Alors que 23 années se sont écoulées depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000), nous ne devrions plus avoir besoin d'expliquer pourquoi les femmes doivent être incluses dans les processus de paix sur un pied d'égalité. Les preuves sont éclatantes : les processus de paix conduits sans une représentation adéquate des femmes et des groupes marginalisés sont plus susceptibles d'échouer. Il est donc dans l'intérêt de tous d'éliminer enfin les obstacles à la participation pleine, égale, véritable et en toute sécurité des femmes et des filles au rétablissement, à la consolidation et au maintien de la paix.

Toutefois, le rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2023/725) dresse un sombre tableau de la manière dont le programme pour

les femmes et la paix et la sécurité est mis en œuvre. Un fait parle de lui-même : sur 18 accords de paix conclus en 2022, un seul a été signé par une représentante d'une organisation de femmes. Je pense qu'un changement radical doit s'opérer maintenant. Comme indiqué dans le Nouvel Agenda pour la paix, nous devons prendre des mesures concrètes pour remettre en question et transformer les normes de genre, les systèmes de valeurs et les structures institutionnelles qui perpétuent l'exclusion.

Une inclusivité accrue est l'un des principaux piliers de notre politique étrangère féministe. L'Allemagne aspire à des changements quantitatifs et qualitatifs. Il faut non seulement que les processus de paix prennent en compte les besoins des femmes et des groupes marginalisés, mais aussi que les femmes participent à toutes les étapes des processus de paix, y compris à la prise de décisions.

L'Allemagne demeure une fervente partisane du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Hier soir encore, nous nous sommes engagés à verser 10 millions de dollars supplémentaires au Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire, dont nous sommes déjà le premier donateur.

En mai, l'Allemagne a coorganisé le Forum mondial des femmes pour la paix et l'action humanitaire, au cours duquel 90 représentantes de la société civile originaires de 29 pays ont adopté conjointement la Déclaration de Berlin, qui contient des recommandations très précises sur les mesures à prendre pour renforcer l'influence et les capacités des femmes dans les domaines de la paix et de l'action humanitaire.

Dans le même ordre d'idées, l'Allemagne soutient depuis de nombreuses années des réseaux régionaux de femmes tels que le Réseau des femmes d'influence en Afrique et le réseau de femmes Unidas.

Le Conseil de sécurité doit veiller à ce que les auteurs de crimes ciblant spécifiquement les femmes et les enfants répondent de leurs actes. Dans la résolution 2467 (2019), le Conseil s'est engagé à prendre des mesures plus énergiques contre les violences sexuelles en période de conflit. Nous exhortons le Conseil à prendre davantage de mesures à cet égard.

Pour terminer, le programme pour les femmes et la paix et la sécurité reste une priorité pour l'Allemagne à l'ONU. Le Conseil peut compter sur l'appui indéfectible de l'Allemagne pour le mettre en œuvre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Sierra Leone.

M. Sowa (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : La Sierra Leone se félicite de l'organisation du débat public d'aujourd'hui sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, autour du thème « La participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales : de la théorie à la pratique ». Nous remercions également le Secrétaire général et les intervenantes d'avoir présenté leur vision globale du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et d'avoir notamment appelé à déployer des efforts mondiaux concertés pour promouvoir plus efficacement la mise en œuvre effective des engagements en la matière.

La Sierra Leone prend note du rapport du Secrétaire général (S/2023/725), qui fait le point sur la mise en œuvre des priorités au cours de l'année écoulée et souligne la nécessité que toutes les parties prenantes redoublent d'efforts pour opérer des changements radicaux en faveur de la participation véritable des femmes au rétablissement, au maintien et à la consolidation de la paix.

Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est un impératif et une priorité pour le Gouvernement sierra-léonais, alors que nous débiterons bientôt notre mandat en tant que membre élu du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025. Nous nous appuyons pour cela sur notre expérience, car les Sierra-Léonaises ont joué un rôle déterminant dans les efforts qui ont abouti à la paix en Sierra Leone, après une décennie de conflit civil. Les femmes ont joué un rôle clef dans la reconstruction du pays à la fin de la guerre civile, il y a 20 ans.

La Sierra Leone estime que les conflits, où qu'ils se produisent, continuent d'entraîner de graves conséquences sur la vie et les moyens de subsistance des femmes et des filles. La participation des femmes aux efforts de rétablissement et de consolidation de la paix est donc indispensable. Dans notre contexte national et suivant le modèle des femmes exerçant une influence sur les processus de paix dans le monde, les femmes œuvrant pour la paix en Sierra Leone, issues de toutes les structures économiques et sociales, se sont rassemblées avec un objectif en tête : parvenir à une paix durable. Les Sierra-Léonaises ont créé le Women's Forum, qui est devenu l'un des principaux partisans du retour à un régime civil et de l'organisation d'élections démocratiques en Sierra Leone.

Le mouvement des femmes, dont le Sierra Leone Women's Movement for Peace, a rejoint le Women's Forum, avec pour objectif premier de rétablir la paix en Sierra Leone. De leur action de plaider lors des conférences consultatives nationales connues sous le nom de Bintumani 1 et 2, en 1996, aux rassemblements pour la

paix, les Sierra-Léonaises ont lutté avec acharnement pour réaliser la paix dans le pays, passant d'un processus de paix à l'autre.

Grâce à l'intervention des femmes, un accord de paix négocié est devenu une option respectable qui a offert au Gouvernement et aux factions belligérantes la possibilité d'assouplir leurs positions figées sans perdre la face. À l'instar des artisanes de la paix et des femmes œuvrant pour la paix dans le monde entier, elles ont milité sans relâche, même lorsqu'elles n'étaient guère soutenues, reconnues ou prises en compte.

L'action collective du Women's Movement, née de la guerre civile en Sierra Leone, consistait notamment à porter le programme pour la paix devant le Gouvernement et les factions belligérantes. Les Sierra-Léonaises ont façonné le programme pour les femmes et la paix et la sécurité avant même que le Conseil de sécurité ne lui donne un nom. Le Forum a obtenu une victoire essentielle en parvenant à engager un débat au sein de la population sur des questions polémiques et en présentant un point de vue féminin sans parti pris politique dans le cadre du processus de paix.

La prise en compte des questions de genre, comme décrite dans le cadre du présent débat, a eu une influence profonde, pendant la transition politique, sur les mécanismes de justice transitionnelle. Cela a conduit le Chef de l'État à présenter des excuses aux femmes victimes de la guerre civile, qui a duré 10 ans, dans le cadre du processus vérité et réconciliation. En présentant ces excuses, la Sierra Leone a franchi une étape symbolique importante en guise de réparation fondamentale s'agissant de reconnaître les torts causés aux Sierra-Léonaises. Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone se concentre également sur les violences sexuelles et fondées sur le genre, en parti en raison de la dimension genre du processus de paix, qui renforce le paradigme de la paix passant par la justice. Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a d'ailleurs été le premier tribunal pénal international à reconnaître le nouveau crime contre l'humanité que constitue le mariage forcé en tant qu'acte inhumain supplémentaire.

La voix retrouvée par les Sierra-Léonaises dans les processus de paix s'est maintenue après le conflit grâce à la consolidation de la paix, à la gouvernance démocratique et à l'action en faveur du développement durable. Notre expérience directe de l'importance que revêt la participation véritable des femmes aux processus de paix nous a permis de prendre conscience qu'investir dans la participation des femmes au règlement pacifique des conflits est essentiel au maintien de la paix et de la sécurité en

tout lieu. La Sierra Leone a donc fait preuve d'une volonté manifeste de s'attaquer aux obstacles au déploiement des femmes au sein des opérations de paix. Des efforts de bonne foi sont consentis pour étendre la formation et accroître la participation véritable des femmes au sein des services de sécurité. Des progrès notables ont été enregistrés en matière de participation des femmes dans l'armée, et des unités de police spécifiques ont été créées pour traiter les questions de genre. Avec l'adoption de la législation sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en Sierra Leone, nous avons concrétisé notre aspiration à accélérer la participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les niveaux et dans tous les processus de gouvernance, y compris la paix et la sécurité internationales, en tant que voie la plus sûre vers la stabilité et la prospérité.

La Sierra Leone reste fermement engagée en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans le cadre de sa contribution à la communauté internationale. La Sierra Leone est connue pour avoir présenté à l'Union africaine son cadre consolidé d'allocation des ressources sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, un rapport qui sert désormais de modèle à d'autres pays, notamment au niveau de la sous-région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, grâce aux enseignements tirés du partage d'informations relatives au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. La Sierra Leone est membre du conseil d'administration du Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire et, en tant que membre du Conseil de sécurité, elle signera également la déclaration d'engagements communs pour faire avancer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Dans le contexte de l'ONU, nous souhaitons œuvrer avec l'Organisation à la promotion de l'égalité des genres et des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité en suivant différentes approches, notamment en renforçant l'encadrement et l'application du principe de responsabilité, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre du mandat relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, en continuant à renforcer les systèmes et les mécanismes de suivi des progrès et en élaborant des rapports d'activité analytiques fondés sur des données probantes. Nous saluons également le renforcement des capacités et des connaissances de l'ensemble du personnel, civil, policier et militaire, afin d'améliorer la prise en compte des questions de genre par les opérations de maintien de la paix, ainsi que le renforcement des interactions et des partenariats avec les autres entités et partenaires du

système des Nations Unies en matière de maintien de la paix – que ce soit au niveau interne ou externe, au Siège ou au sein des missions – afin de parvenir à l'égalité des genres et à d'autres résultats liés au programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Je souhaite terminer par quelques recommandations concrètes, conformément aux questions évoquées dans la note de cadrage (S/2023/733, annexe) pour ce débat.

Premièrement, nous appelons l'ONU à collaborer avec les organisations régionales afin de fournir, en temps réel, des informations transparentes sur le niveau de participation des femmes aux négociations de paix et aux processus de médiation.

Deuxièmement, nous recommandons au Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité du Conseil de sécurité d'envisager d'effectuer des visites de terrain axées sur le suivi de la situation des femmes et des filles dans les mois ou les années qui suivent le retrait des grandes opérations de paix des Nations Unies. En outre, le Groupe informel d'experts peut jouer un rôle crucial dans l'évaluation par le Conseil de sécurité de la situation des femmes et des filles, ainsi que des questions de genre sur le terrain, en fournissant des avis spécialisés, en facilitant l'échange d'informations et en promouvant une compréhension plus complète de la dynamique de genre dans les situations de conflit et d'après-conflit. Nous sommes convaincus que cela contribuera à mettre en lumière les tendances en matière de droits des femmes et d'égalité des genres dans un contexte de transition, ce qui est ô combien nécessaire en ces temps imprévisibles et incertains.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Chili.

M^{me} Narváez Ojeda (Chili) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du groupe « Feminist Foreign Policy Plus », formé par l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Espagne, la France, Israël, le Libéria, le Luxembourg, le Mexique, la Mongolie, le Rwanda, le Royaume des Pays-Bas, la Tunisie et mon pays, le Chili.

Nous félicitons le Brésil d'avoir organisé le présent débat.

Alors que nous discutons aujourd'hui de la mise en œuvre concrète du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et de ses lacunes, et inspirés par l'action de Bertha Lutz en faveur de l'égalité des sexes dans la Charte

des Nations Unies et ailleurs, nous souhaitons partager la manière dont les approches féministes peuvent favoriser la durabilité, la mise en œuvre à long terme et l'incidence du programme. Comment expliquer la détérioration progressive, chaque année, de la situation des femmes et des filles dans les pays en proie à un conflit, alors que nous avons à notre disposition le Statut de Rome, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et les différentes dispositions du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ? Dans son rapport (S/2023/725), le Secrétaire général souligne clairement que les engagements nationaux et régionaux pris en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ont continué de croître, ce qui met en évidence le soutien durable témoigné depuis plus de 20 ans au cadre normatif relatif au programme. Nous savons donc que le problème ne réside pas dans l'absence de cadres ou de principes directeurs.

Ce qui fait défaut, c'est la mise en œuvre sur le terrain. C'est pourquoi nous devons évaluer l'étendue de notre volonté politique et l'efficacité de nos méthodes de mise en œuvre pour envisager le problème différemment. Nous devons nous demander ce que nous pouvons faire de plus ou comment nous pouvons agir différemment pour que la participation pleine, égale et véritable des femmes, des adolescentes et des filles dans toute leur diversité, et que l'élimination de toutes les formes de violence et de discrimination, y compris les formes multiples et croisées de discrimination, deviennent une réalité sur le terrain. Comment pouvons-nous faire en sorte que la participation égale, directe et influente des femmes aux processus politiques et de paix formels ou de haut niveau devienne une norme dans les processus de règlement des conflits, de maintien et de consolidation de la paix ? Comment pouvons-nous tenir compte de voix diverses, notamment celles des jeunes et des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes ?

Notre groupe estime que l'on pourrait commencer par s'attaquer aux causes profondes des relations et structures de pouvoir inégales, qui perpétuent les cycles de violence et prolongent et exacerbent les conflits. L'intervention militaire seule, sans une reconstruction du tissu social local, n'offrira que très peu de solutions à long terme aux femmes et, par extension, à la société dans son ensemble. Nous ne devons pas assimiler la paix à la simple absence de violence et de guerre, mais plutôt l'envisager sous le prisme d'une analyse intersectionnelle des systèmes patriarcaux, des stéréotypes de genre et des

normes sociales négatives, et des effets des relations de pouvoir inégales comme causes profondes des conflits.

Nous prenons note avec inquiétude des cas de représailles qui ont été recensés contre des femmes et des filles, des défenseuses des droits humains et des organisations de la société civile, au motif qu'elles avaient coopéré avec l'ONU. Nous remercions et saluons les défenseuses des droits humains qui partagent courageusement leurs témoignages devant le Conseil et d'autres entités des Nations Unies et qui défendent les droits des femmes sur le terrain. Nous sommes consternés par le fait qu'au cours de l'année écoulée, les parties à un conflit ont continué de violer les droits fondamentaux des femmes, en commettant notamment différents types de violences sexuelles liées au conflit : viol, menace de viol, esclavage sexuel, mariage forcé ou persécution fondée sur le genre. Nous condamnons avec la plus grande fermeté le recours à la violence sexuelle comme tactique de guerre. Néanmoins, nous devons nous rappeler que les femmes sont de puissantes agentes de changement et des artisanes de la paix. Il est donc impératif de favoriser l'appropriation locale du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et de donner à la société civile les moyens d'agir en lui fournissant les outils nécessaires pour renforcer sa résilience, notamment des ressources financières suffisantes et souples à cet effet. Veillons à ce que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité reste un cadre de protection et d'autonomisation des femmes, et évitons donc les approches qui créent de la dépendance et les privent de leur capacité d'agir. Pour ce faire, nous voudrions poser les questions suivantes envisagées sous l'angle d'une analyse féministe.

S'agissant de la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, est-ce que nous collaborons suffisamment et de manière efficace avec la société civile et les partenaires sur le terrain et est-ce que nous mettons en place des mécanismes participatifs de prise de décisions pour placer les besoins des femmes et des filles sur le terrain au centre de nos politiques ? Est-ce que nous renforçons suffisamment nos capacités pour faire en sorte que les principes qui sous-tendent le programme pour les femmes et la paix et la sécurité soient bien assimilés par les décideurs comme un élément central qui permet de prévenir et de régler les conflits ? Par ailleurs, nous ne pouvons pas oublier que nous avons des comptes à rendre aux femmes du monde entier, qui attendent du Conseil qu'il les protège au moins des atrocités de la guerre. Nous devons nous demander dans quelle mesure le Conseil s'acquitte actuellement de cette responsabilité. Que faisons-nous pour veiller à ce que des

ressources soient disponibles afin de garantir l'accès à la justice, y compris des mécanismes locaux de communication de l'information ? Est-ce que nous mettons en œuvre des approches centrées sur les personnes survivantes, qui tiennent compte des traumatismes pour remédier à la violence liée aux conflits, en particulier à la violence sexuelle liée aux conflits ? Est-ce que nous luttons contre l'impunité, notamment en ayant recours aux procédures pénales internationales, pour mieux protéger les femmes dans les pays en proie à un conflit ?

Enfin, nous relevons qu'alors que les dépenses militaires mondiales ont atteint le niveau record de 2 240 milliards de dollars en 2022, le Secrétaire général souligne dans son rapport qu'aucun progrès de taille n'a été réalisé du point de vue de l'augmentation des financements destinés aux organisations de femmes, y compris les organisations locales et féministes, ni au regard du pourcentage de femmes prenant part aux négociations de paix. Peut-on envisager une répartition plus équitable de ces dépenses ? La démarche féministe, qui consiste à remettre en question et à bouleverser les structures et les processus établis, peut nous montrer la voie et doit donc être notre principe directeur.

Je vais maintenant faire une déclaration à titre national.

(l'oratrice poursuit en espagnol)

Nous remercions le Brésil d'avoir organisé ce débat public. Nous remercions également le Secrétaire général et les intervenantes de leurs exposés et du contexte qu'ils ont fourni.

Nous rappelons que toute décision relative à la paix qui n'inclut pas les voix, les réalités et les droits des femmes ne permettra pas, sur le long terme, de rétablir, maintenir et consolider la paix. L'inclusion des femmes dans ces processus met en lumière des besoins qui n'avaient pas été pris en compte avant cela. En outre, ces dispositions relatives au genre ont des retombées considérables sur le bien-être des femmes qui vivent dans des zones de conflit et d'après-conflit. Leur participation pleine, égale et véritable continue de se heurter à des limitations institutionnelles importantes sous-tendues par la discrimination fondée sur le genre.

C'est pourquoi les États, et en particulier le Conseil, doivent soutenir fermement les organisations de la société civile, qui sont le point de départ de la mobilisation des femmes et des filles en faveur de la paix. De même, les cadres institutionnels doivent démanteler leurs systèmes patriarcaux en reconnaissant les femmes comme les égales

des hommes, avec une voix et une autonomie propres. Des initiatives sont actuellement menées pour encourager la mise en œuvre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité, notamment la participation des femmes aux niveaux politique et technique, et pour rassembler les organisations de la société civile, les universités, les États et les organisations internationales. Parmi ces initiatives, nous tenons à mettre en exergue le réseau de personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité, créé en 2016, qui a permis une coordination plus étroite entre les États Membres en créant un espace de partage et d'échange régulier des enseignements tirés et des meilleures pratiques. Le réseau est composé de 100 États et organisations internationales qui se réunissent périodiquement pour débattre des moyens les plus efficaces de mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) et les neuf résolutions ultérieures sur la question.

Le Chili postule au Fonds de l'Initiative Elsie pour les femmes en uniforme dans les opérations de paix afin de recueillir des informations complètes qui nous permettent d'évaluer tout ce qui, dans les forces armées, fait obstacle à une participation significative des femmes aux opérations de paix des Nations Unies, et donc de mettre en œuvre des mesures visant à éliminer ces obstacles et à répondre aux besoins identifiés en vue d'augmenter de manière notable, dans le déploiement de nos forces armées, le nombre de femmes en uniforme dans les opérations de paix. Nous espérons que cela sera déterminant pour nous aider à combler le retard que nous accusons dans la participation nationale des femmes aux efforts internationaux de paix et de sécurité.

Nous devons nous rappeler que le succès du programme pour les femmes et la paix et la sécurité est intimement lié à la capacité de désamorcer les conflits, qui s'exprime à la fois dans des messages de paix et dans des actions concrètes pour encourager le désarmement et réduire les budgets militaires. Pour faire évoluer la situation des populations féminines locales et assurer la sécurité des femmes journalistes, parlementaires, médiatrices, architectes de la paix et artisanes de la paix, il faut éliminer les actes et les menaces de violence physique avec recours aux armes à feu dont elles sont victimes. À cet égard, aucun plan ni aucune mesure ne remplace un contrôle strict des armes légères et de petit calibre et le rétablissement du monopole de la violence légitime détenu par les États, seuls garants de la sécurité collective. Ces dernières années, il y a eu une augmentation des budgets militaires et des dépenses privées consacrées à l'acquisition d'armes légères et de petit calibre, sans qu'il y ait une corrélation entre ces dépenses et la sécurité des femmes,

comme le montre le dernier rapport du Secrétaire général. Tout comme nous l'avons fait il y a 23 ans, nous appelons au désarmement, pour que la priorité soit donnée aux politiques de développement, d'inclusion et de protection et pour permettre aux femmes de vivre dans des espaces non violents et dans des sociétés auxquelles elles peuvent pleinement, efficacement et véritablement contribuer. Nous, les femmes, voulons la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Myanmar.

M. Tun (Myanmar) (*parle en anglais*) : Le Myanmar remercie la présidence brésilienne du Conseil d'avoir organisé l'important débat public d'aujourd'hui. Je remercie également le Secrétaire général et les autres intervenantes de leurs présentations éclairantes.

Le rôle et la contribution des femmes dans la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité aux niveaux national et international sont reconnus depuis longtemps. Il existe un large appui international en faveur d'une participation égale et véritable des femmes à tous les niveaux de décision dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Pourtant, près de 25 ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000), la communauté internationale doit faire encore bien davantage pour traduire ces appuis théoriques et rhétoriques en réalités sur le terrain dans le monde entier. Les conflits s'intensifient dans de nombreuses régions du monde. Les droits des femmes sont de plus en plus menacés. Les femmes restent marginalisées dans les processus de paix et de sécurité. L'impunité des auteurs de violences commises contre les femmes et les filles, en particulier le viol et les autres formes de violence sexuelle, reste un obstacle majeur à la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Dans mon pays, le Myanmar, les femmes ont été à l'avant-garde de la résistance au coup d'État militaire illégal, depuis les manifestations pacifiques jusqu'au mouvement de désobéissance civile et à l'accession à des postes de responsabilité clefs au sein du Gouvernement d'union nationale. Les défenseuses des droits humains et les femmes dirigeantes d'organisations de la société civile jouent un rôle déterminant en dénonçant les atrocités commises par la junte militaire et en répondant aux besoins humanitaires sur le terrain dans l'ensemble du pays. Les forces militaires ont recours au viol et à d'autres formes de violence sexuelle dans le cadre de leurs attaques généralisées et systématiques contre la population civile afin d'affaiblir l'opposition à leur coup d'État illégal. Depuis le coup d'État de février 2021, les militaires ont tué

613 femmes et en ont arrêté près de 5 000. Le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar a largement rendu compte des atrocités commises par la junte militaire, et il a été prouvé que la violence sexuelle et fondée sur le genre est l'une des caractéristiques des opérations de l'armée. Pourtant, malgré tous ces risques pour leur sécurité personnelle, les femmes du Myanmar n'ont pas faibli dans leur participation à la résistance au coup d'État illégal ni dans leur soutien à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme. Elles sont même l'une des principales forces motrices du mouvement qui vise à mettre fin à la tentative de coup d'État illégal mené par l'armée pour établir un Myanmar pacifique, doté d'une gouvernance démocratique fédérale fondée sur l'État de droit et la justice.

Nous avons dépassé le stade de la prévention du conflit au Myanmar. Le coup d'État militaire illégal et la campagne de violence sanglante contre la population qui l'a accompagné ont déjà plongé le pays dans la crise multidimensionnelle qu'il traverse actuellement. Il s'agit maintenant de trouver une solution durable. Dans les circonstances actuelles, il est à la fois possible et nécessaire de mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité au Myanmar. Nous devons veiller à ce que la participation pleine, égale, effective et sûre des femmes fasse partie intégrante des efforts que nous continuons de déployer pour parvenir à une solution durable. La communauté régionale et la communauté internationale ont un rôle crucial à jouer de ce point de vue.

Premièrement, nous devons nous attaquer à la situation de crise pour la protection des civils au Myanmar. Il s'agit notamment de protéger les femmes et les filles contre les violences sexuelles et les infractions graves, en particulier dans les zones de conflit. Tant qu'il n'existe pas de dispositif national permettant d'appliquer efficacement le principe de responsabilité en ce qui concerne les violences sexuelles liées aux conflits, le Conseil de sécurité doit prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'impunité des militaires pour les crimes internationaux graves, notamment les viols et les violences sexuelles.

Deuxièmement, nous devons appuyer les organisations locales de femmes et les groupes de la société civile qui défendent les droits des femmes, la paix et la démocratie. Leur voix doit être entendue. J'appelle en particulier nos voisins et les pays tiers à apporter leur soutien aux femmes du Myanmar, notamment les fonctionnaires et les journalistes qui ont fui les persécutions incessantes de la junte, et à assurer leur sécurité.

Troisièmement, nous devons veiller à ce que les organisations de femmes et les dirigeantes, y compris les défenseuses des droits humains et les artisanes de la paix, soient parmi les principales parties prenantes, non seulement dans le règlement du conflit actuel, mais aussi, après le conflit, dans la gouvernance et la consolidation de la paix au Myanmar.

En conclusion, j'appelle le Conseil de sécurité à prendre des mesures énergiques pour créer les conditions nécessaires à une solution durable à la crise au Myanmar. Et je l'encourage à y inclure la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kenya.

M. Kimani (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie le Ministre brésilien des affaires étrangères, M. Vieira, d'avoir organisé cet important débat à l'occasion de l'anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000). Je remercie également le Secrétaire général et les intervenantes que nous avons entendues aujourd'hui de leurs contributions.

Le rôle des femmes dans la paix et la sécurité est évident chaque jour, comme en témoigne la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre dont sont fréquemment victimes d'innombrables filles et femmes, en particulier dans les conflits armés, où les agressions sexuelles sont souvent utilisées comme armes. La crise actuelle en Israël et dans la bande de Gaza n'est que le dernier exemple en date de ces répercussions différenciées selon le sexe. Les attentats terroristes perpétrés par le Hamas ont gravement porté atteinte à des femmes israéliennes, d'une manière trop douloureuse pour être exposée en détail ici, et nous adressons nos plus sincères condoléances aux proches des victimes et aux rescapés. Nous condamnons sans ambiguïté ce terrorisme et reconnaissons le droit d'Israël de défendre ses citoyens contre les actions du Hamas.

Les organismes des Nations Unies présents sur le terrain à Gaza font état d'une situation d'urgence humanitaire de grande ampleur. Le Fonds des Nations Unies pour la population estime que 50 000 femmes sont actuellement enceintes à Gaza, dont 5 500 doivent accoucher le mois prochain. Comme d'autres civils, ces femmes se heurtent à des difficultés considérables en raison des opérations militaires en cours. Elles sont souvent privées de services d'accouchement sûrs, de fournitures vitales et d'éléments essentiels comme la nourriture, l'eau et la protection contre les frappes aériennes. Il est impératif de

permettre un accès humanitaire immédiat et sans entrave pour que l'on puisse répondre aux besoins urgents des filles et des femmes à Gaza. À mesure que la crise s'aggrave, il devient indispensable que les voix et les récits des mères et des filles soient entendus et appréciés à leur juste valeur. Les femmes sont trop souvent présentées comme des victimes dans les médias, ce qui relègue au second plan le rôle qu'elles jouent en tant que dirigeantes et décideuses.

Cette marginalisation est précisément ce qui a conduit à l'élaboration de la résolution 1325 (2000) il y a près de 25 ans. Les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité peuvent favoriser l'inclusion des perspectives des femmes dans les dialogues nationaux et mondiaux sur la sécurité, la réconciliation et la justice. Une telle approche promeut l'unité en mettant en évidence les défis communs auxquels les filles et les femmes sont confrontées au-delà des frontières qui les divisent. Nous ressentons de plus en plus le besoin de disposer d'instances qui favorisent le dialogue, l'éducation, l'activisme et l'élaboration de politiques. Ces espaces peuvent renforcer la collaboration entre les réseaux qui font entendre les voix des femmes, leur permettant ainsi de jouer un rôle véritable dans la justice, l'application du principe de responsabilité, la consolidation de la paix et la prise de décision, tant en Israël qu'en Palestine.

Pour terminer, la guerre entre Israël et le Hamas a brisé un statu quo qui était inacceptable pour le Kenya, qui est sensible à l'aspiration des Palestiniens à l'indépendance et à la souveraineté. Il était inacceptable pour nous, qui comprenons la vigilance constante d'Israël face aux menaces qui pèsent sur son existence. Pour aller de l'avant, il faut un engagement renouvelé en faveur d'un processus de paix qui rejette le terrorisme comme forme acceptable de résistance et s'oriente vers une solution prévoyant deux États. En ne plaçant pas les points de vue et les intérêts des femmes au cœur des discussions avec Israël, la Palestine et les principaux acteurs régionaux et mondiaux, nous mettons en péril la possibilité d'une paix durable et risquons d'aggraver ce désastre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante d'Israël.

M^{me} Mimran Rosenberg (Israël) (*parle en anglais*) : Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) au Conseil de sécurité, et nous sommes toujours témoins de crimes odieux contre les femmes et les filles, comme celui commis par l'organisation terroriste du Hamas le 7 octobre en Israël. Les témoignages, les rapports de criminalistique et les vidéos

prises par les terroristes eux-mêmes montrent tous la brutalité de la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris le viol et le féminicide, et donnent un aperçu sinistre et incontestable de la réalité que la communauté internationale n'a pas réussi à prévenir. Comment pourrais-je parler de la participation des femmes et des filles à la paix et à la sécurité, alors que les femmes et les filles de mon pays ont été la cible – ont été délibérément prises pour cible – d'attaques qui s'apparentent à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité au regard du droit international ?

Hélas, malgré la nécessité de lutter contre les violations des droits fondamentaux des femmes et des filles, de prendre des mesures contre les auteurs de violences sexuelles liées aux conflits et de créer des environnements sûrs, sécurisés et favorables pour les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix et les défenseuses des droits humains, la communauté internationale a failli à cette tâche. L'impunité pour les atrocités commises contre des femmes et des filles reste la norme. Le parti pris systématique contre l'État d'Israël refait surface, cette fois au détriment de vies innocentes. Il ne saurait y avoir de place pour le deux poids, deux mesures dans les couloirs et les salles de l'ONU.

Nous rappelons les résolutions 1820 (2008) et 1325 (2000), appelons la communauté internationale et en particulier le Conseil de sécurité à condamner immédiatement et sans équivoque les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis contre des femmes et des filles innocentes en Israël par l'organisation terroriste jihadiste du Hamas, et exigeons la libération immédiate et sans condition de tous les otages retenus dans la bande de Gaza. Nous exhortons en outre la communauté internationale à rendre justice aux victimes et aux personnes rescapées des atrocités du 7 octobre en traduisant leurs auteurs en justice. Nous appelons par conséquent le Conseil de sécurité à inclure les violences sexuelles parmi les critères de désignation des comités de sanctions et à désigner unanimement le Hamas comme une organisation terroriste, comme ce fut le cas de Daech. Le Hamas est Daech. Le massacre effroyable, barbare et brutal du 7 octobre atteste de son idéologie génocidaire. Désigner le Hamas comme une organisation terroriste constituerait un pas en avant dans la lutte mondiale contre l'impunité, et donc dans l'effort collectif que nous déployons pour mettre en œuvre les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Azerbaïdjan.

M^{me} Ahangari (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence brésilienne du Conseil d'avoir organisé ce débat public sur ce sujet très important.

Nous souscrivons à l'observation formulée par le Secrétaire général dans son rapport (S/2023/725), selon laquelle la participation pleine, égale et véritable des femmes à l'édification de la paix devrait être la norme, et non une préoccupation secondaire. La mise en œuvre des dispositions de la résolution 1325 (2000) et des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité permettrait aux femmes d'apporter leur contribution spécifique à l'instauration d'une paix durable. L'adoption d'une démarche prenant en compte les questions de genre et intégrant les besoins particuliers des femmes et des filles dans les efforts de relèvement postconflit et la participation des femmes à ces activités sont indispensables pour réparer le tissu social d'une société touchée par un conflit. Cela s'applique également à notre région, qui sort d'un conflit armé de trois décennies.

Comme le réaffirme la note de cadrage (S/2023/733, annexe), ce débat offre également une bonne occasion de réfléchir à la mise en œuvre des engagements fondamentaux, notamment le respect du droit international applicable à la protection des femmes et des filles dans les conflits armés. Bien que les lois et normes internationales se soient considérablement étoffées au fil des ans, les femmes et les enfants représentent la grande majorité des personnes touchées par les conflits armés et les violences motivées par la haine. Le non-respect par les États de leurs obligations internationales et l'impunité des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains restent un grave problème. Il importe que le Conseil continue d'appeler sans relâche au strict respect des obligations internationales et à la fin de l'impunité en cas de violations graves.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le sort des femmes et des filles prises en otage ou portées disparues dans le cadre d'un conflit armé. Ces situations les exposent à un risque élevé d'exploitation, de mauvais traitements, de traite et d'autres formes de violation de leurs droits. Hélas, au cours des trois dernières décennies, les Azerbaïdjanaises ont subi de plein fouet les effets dévastateurs de l'occupation de nos territoires par l'Arménie. La disparition d'environ 4 000 citoyens azerbaïdjanais, dont 267 femmes, qui sont toujours portés disparus à cause du conflit, est l'une des conséquences les plus tragiques de ce dernier. Il a été établi que 98 de ces femmes avaient été prises en otage. Bien qu'elles aient été vues vivantes en captivité, on ignore toujours où elles se

trouvent aujourd'hui. Nous attendons de l'Arménie qu'elle fasse la lumière sur le sort des Azerbaïdjanais disparus et qu'elle traduise en justice les responsables de leur disparition. L'Azerbaïdjan poursuit ses efforts pour mettre cette question en avant au niveau international, notamment en présentant à l'Assemblée générale et à la Commission de la condition de la femme des projets de résolution sur les personnes portées disparues et les femmes et enfants pris en otage dans le cadre de conflits armés.

Pour terminer, nous réaffirmons une fois de plus que l'Azerbaïdjan continuera à œuvrer en faveur de l'autonomisation des femmes et à soutenir leur participation aux quatre piliers du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Inde.

M^{me} Patel (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Brésil d'avoir organisé cet important débat public sur le sujet crucial de la participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales.

Les femmes sont des agentes du changement social et de la cohésion sociale. Il est désormais universellement reconnu que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont des facteurs indispensables au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Une paix durable exige une approche intégrée fondée sur un équilibre entre les piliers que sont la sécurité, le développement, les droits humains, l'état de droit et l'égalité. Dans ce contexte, la résolution 1325 (2000) a constitué une avancée remarquable, en établissant pour la première fois un lien entre l'égalité des genres et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Elle a également reconnu que la participation des femmes était cruciale pour régler les conflits et instaurer la paix.

Au fil des ans, nous avons été témoins de la consolidation du cadre normatif des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. Pourtant, malgré cela, les femmes sont encore régulièrement sous-représentées dans les processus de paix, les dialogues politiques et la consolidation de la paix. Les questions de genre sont encore peu prises en compte dans la prévention des conflits, le relèvement et la reconstruction. Ainsi, sur environ 95 000 soldats de la paix, les femmes ne représentent que 4,8 % des contingents militaires et 10,9 % des unités de police constituées dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies. Il est essentiel que nous accroissions la représentation des femmes dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies afin de parvenir à

une paix durable et d'améliorer le bien-être des femmes et des filles dans les régions touchées par un conflit.

Cinquième pays fournisseur de contingents à l'ONU, l'Inde est entrée dans l'histoire en 2007 en déployant la toute première unité de police constituée entièrement féminine au sein de la Mission des Nations Unies au Libéria. Les soldates de la paix indiennes jouent un rôle d'encadrement important en matière de prévention de la violence sexuelle liée aux conflits. Nous sommes fiers que la major Suman Gawani ait reçu, en 2019, le prix de la personne parmi les militaires qui s'est le mieux illustrée dans la défense de l'égalité des genres pendant l'année. L'Inde a été le premier pays à contribuer au fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, mis en place par le Secrétaire général, et a signé, avec le Secrétaire général, en 2017, le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face.

Nous pensons que le renforcement de la participation des femmes est indispensable pour garantir la paix et la sécurité au sein de la société. Dans cette optique, les Indiennes sont encouragées à jouer un rôle de premier plan s'agissant de mobiliser les communautés et d'assurer la liaison avec le Gouvernement. En septembre, l'Inde a franchi une étape historique sur la voie de l'égalité des genres, lorsque le Parlement a adopté un projet de loi sur les quotas réservés aux femmes, réservant aux femmes un tiers de tous les sièges au sein des corps législatifs nationaux et étatiques. Plus de 1,5 million de femmes sont désormais habilitées à participer à tous les processus de prise de décision politique aux niveaux national, régional et local. L'Inde est pleinement déterminée à contribuer au programme de l'ONU pour les femmes et la paix et la sécurité et à le mettre en œuvre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Lituanie.

M^{me} Vest (Lituanie) (*parle en anglais*) : La Lituanie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et je voudrais formuler les observations supplémentaires suivantes à titre national.

Cette année, nous célébrons le vingt-troisième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), qui a fait date. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité joue un rôle essentiel s'agissant de promouvoir la participation effective, pleine et véritable des femmes aux processus politiques, de prévention des conflits et de consolidation de la paix, sur un pied d'égalité avec les

hommes, et de faire en sorte qu'elles jouent un rôle moteur dans ces processus. Toutefois, l'écart entre les engagements mondiaux énoncés dans cette résolution et dans les neuf résolutions ultérieures du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité et leur réalisation se creuse, en raison de l'instabilité persistante de la situation mondiale. Alors que nous célébrons le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ces droits sont odieusement violés dans certaines parties du monde. La Lituanie condamne le Hamas et les attaques terroristes massives et inhumaines qu'il a commises partout en Israël et déplore les pertes en vies humaines qui en ont résulté. En ce moment, nos pensées vont à toutes les victimes innocentes, dont la vie a été marquée à jamais.

La Lituanie est scandalisée par la répression délibérée et systématique des femmes et des filles exercée par les Taliban en Afghanistan. L'interdiction faite aux Afghanes de travailler pour des organisations non gouvernementales et des organisations dirigées par l'ONU a gravement entravé la fourniture de services essentiels et l'acheminement de l'aide humanitaire. En outre, les Taliban continuent de limiter l'accès des filles à l'éducation, ce qui fait qu'elles n'ont pas les mêmes possibilités que les garçons, tout comme les personnes qui seront à leur charge à l'avenir. Au Soudan, les femmes et les filles sont victimes de violence fondée sur le genre, y compris de violence sexuelle. Alors que le conflit se poursuit, elles doivent se battre chaque jour pour avoir accès à des services de protection et de santé reproductive vitaux.

L'agression militaire violente, illégale et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine a de terribles répercussions sur la situation humanitaire désastreuse, qui touche de manière disproportionnée les femmes et les filles. Nous rappelons que la résolution 1325 (2000) consacre le principe selon lequel toutes les parties à un conflit armé doivent prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels. Nous réaffirmons que la Russie doit être traduite en justice pour ses actes atroces de torture et de violence sexuelle commis contre des Ukrainiennes, femmes et filles, qui constituent des crimes de guerre, ainsi que pour ses transferts forcés et déportations d'enfants ukrainiens vers les zones occupées par la Russie, vers la Fédération de Russie ou vers le Bélarus, et pour le fait d'avoir permis leur adoption illégale dans ces régions. La Russie doit payer pour tous les dommages que sa guerre a causés. Les victimes méritent justice et réparation.

La Lituanie demeure déterminée à mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité au niveau national, ainsi qu'à appuyer et à promouvoir sa mise en œuvre au niveau international. Nous avons toujours appuyé le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire depuis son lancement en 2016. En outre, nous coopérons activement avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Pas plus tard que la semaine dernière, la Représentante spéciale Pramila Patten s'est rendue en Lituanie et a participé à une discussion internationale et régionale sur la manière de garantir des systèmes efficaces de protection, d'assistance et de prévention pour les survivantes de violences sexuelles dans les situations de conflit. Nous encourageons tous les États Membres à instaurer de façon durable un environnement sûr, qui soit propice à la participation pleine et véritable des femmes aux processus politiques, de consolidation de la paix et de prévention des conflits, sur un pied d'égalité avec les hommes, et qui leur permette de jouer un rôle moteur dans ces processus.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Andorre.

M^{me} Vives Balmaña (Andorre) : Nous voulons vous féliciter, Monsieur le Président, pour la présidence brésilienne du Conseil de sécurité, et vous remercier pour ce débat et pour la note de cadrage (S/2023/733, annexe). Aussi, nous sommes reconnaissants au Secrétaire général de son rapport (S/2023/725). Nous voulons remercier de leurs discours introductifs la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, l'Ambassadrice et représentante du Brésil en tant que garant à la table des négociations de paix entre le Gouvernement de la République de Colombie et l'Armée de libération nationale, ainsi que la représentante de la société civile pour sa riche contribution.

L'Andorre adhère au discours prononcé par l'Union européenne, et nous souhaitons faire les remarques suivantes en notre capacité nationale.

Nous savons gré au Conseil des axes de ce débat, à savoir la participation des femmes, le respect du droit international, et les questions de genre et de droits des femmes au Conseil de sécurité. En effet, la protection et la promotion des droits des femmes et de leur leadership dans les situations de conflit et d'urgence humanitaire sont une condition *sine qua non* à la paix et au développement durables. De même, nous ne pouvons pas bâtir une paix et un développement durables là où la violence régnerait encore, et très précisément si l'impunité pour la

violence sexuelle et fondée sur le genre liée aux conflits prévaut. Certes, comme le souligne le Secrétaire général dans sa note d'orientation intitulée « Un Nouvel Agenda pour la paix » :

« Nous – c'est-à-dire les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et tous les secteurs de la société – devons riposter et prendre des mesures concrètes pour remettre en question et transformer les normes de genre, les systèmes de valeurs et les structures institutionnelles qui perpétuent l'exclusion ou le statu quo ».

À cet égard, l'une des priorités de l'Andorre est de promouvoir la participation des femmes dans toutes les sphères de la vie politique. L'éducation, qui est un droit, une nécessité et un objectif de développement durable, aide à ouvrir le chemin de l'égalité et de la coopération. Nos convictions sont observées par notre gouvernement, composé de plus de femmes que d'hommes, et par le Parlement, où la parité parmi les élus se répète pratiquement dans toutes les élections tenues depuis 2011, sans quotas ni obligations.

Paix et sécurité dessinent notre monde. Donner de l'espace aux femmes a des effets multiplicateurs pour la durabilité de la paix, et des progrès se sont produits, comme en Colombie. Mais, de nos jours, l'extension des conflits et un contexte de menaces et de défis nous révèlent un tournant critique pour l'humanité. Comme l'indiquent les résolutions du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et en particulier le dernier rapport du Secrétaire général, nous disposons d'un cadre normatif et juridique solide pour garantir la participation pleine et entière des femmes, sur un pied d'égalité, exiger que les parties prenantes à un conflit préviennent les violations des droits des femmes et exiger que la violence sexuelle et fondée sur le genre liée aux conflits soit prévenue et poursuivie, mais sa mise en œuvre intégrale et effective reste encore un défi. Nous saluons les initiatives du Secrétaire général, comme le lancement, l'année dernière, du Cadre pour la prévention des violences sexuelles liées aux conflits et du guide juridique sur les obligations des États en matière de violence sexuelle liée aux conflits.

L'Andorre soutient les initiatives visant à accroître le leadership des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité. On a adhéré à l'initiative Action pour le maintien de la paix, et nous sommes encouragés par les progrès accomplis jusqu'à présent, envisagés par la stratégie du Secrétaire général sur la parité des genres applicable au personnel en tenue pour la période 2018-2028. En outre, en tant que membre de l'Organisation internationale de

la Francophonie, l'Andorre soutient les initiatives de renforcement des capacités de l'Organisation en matière de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La participation des femmes est cruciale à tous les stades de cette question complexe qu'est la paix et la sécurité. C'est un engagement que nous avons tous pris en tant que parties prenantes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Guyana.

M^{me} Persaud (Guyana) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Brésil d'avoir organisé le présent débat public.

Le Secrétaire général Guterres a déclaré dans son rapport (S/2023/725) que la participation pleine, égale et véritable des femmes à l'édification de la paix restait une aspiration ou une préoccupation secondaire. Cette déclaration intervient 23 ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité et des résolutions ultérieures qui constituent collectivement un cadre solide en la matière. À l'heure où la question des femmes et de la paix et de la sécurité figure en bonne place dans l'ordre du jour du Conseil de sécurité, grâce à la prise d'engagements communs, qui a permis aux présidences successives de mettre l'accent sur les aspects essentiels de cette question, nous avons encore du chemin à parcourir. En dépit de la grande visibilité de cette question et du militantisme dont elle a fait l'objet, les progrès réalisés ont été minimes. Il est donc évident que l'accent doit être mis sur la mise en œuvre.

Bien qu'elles représentent au moins la moitié des personnes touchées par les conflits armés, les femmes sont toujours exclues de la prévention et du règlement des conflits. Par conséquent, les difficultés particulières rencontrées par les femmes et les filles et leurs besoins en matière d'aide ne sont souvent pas pris en compte.

Alors que le monde continue de souffrir de la multiplication des conflits armés et des crises humanitaires abominables, les femmes et les enfants en sont les premières victimes. Leurs droits humains sont bafoués quotidiennement, et leur vie ne semble avoir aucune valeur. La violence sexuelle et fondée sur le genre reste très répandue. Il est alarmant de constater que le nombre de femmes et de filles vivant dans des pays touchés par un conflit a atteint 614 millions en 2022, soit 50 % de plus qu'en 2017.

Le Conseil de sécurité doit continuer d'insister pour que les rapports sur la situation des différents

pays contiennent des informations de fond, des données et des analyses sur la situation des femmes et des filles. Les parties aux conflits doivent être exhortées à prendre des mesures spéciales pour protéger les femmes et les filles contre toutes les formes de violence. Les auteurs d'atrocités contre des femmes et des filles ne doivent pas rester impunis. Il faut également que les accords de paix prennent en compte les questions de genre.

Il convient de passer des discours à la définition d'objectifs précis et concrets à l'aune desquels les progrès accomplis pourront être mesurés. Le Guyana se félicite de l'engagement du Secrétaire général à appuyer l'objectif d'une cible minimum initiale voulant qu'au moins un tiers des personnes participant aux processus de médiation et de paix soient des femmes. Nous partageons l'analyse figurant dans le rapport selon laquelle il faut que les États Membres et les autres organisations internationales tirent profit de leur capital politique et financier et de leur niveau d'influence pour faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Au Guyana, notre force de défense s'est engagée à mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et à combler les lacunes en matière de leadership à tous les niveaux, en créant les mêmes possibilités pour les femmes et les hommes. Il s'agit notamment d'offrir des possibilités de formation professionnelle et de créer un environnement qui permette aux femmes de servir confortablement dans l'armée. Une campagne de sensibilisation est menée pour promouvoir ce programme au sein de la force. Grâce à ces efforts, le nombre de femmes occupant des postes de direction au sein de notre force a augmenté au Guyana.

Le changement est possible, mais nous devons agir. Engageons-nous à passer de la théorie à la pratique, en veillant à ce que les femmes participent véritablement et sur un pied d'égalité avec les hommes aux processus de paix, aux interventions humanitaires et à la reconstruction après les conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Cambodge.

M. Mao (Cambodge) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat essentiel d'aujourd'hui sur le thème « La participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales : de la théorie à la pratique ». Je tiens aussi à remercier chaleureusement le Secrétaire général, les intervenantes et mes préopinants de leurs observations éclairantes.

Le Cambodge s'associe à la déclaration prononcée par le représentant du Viet Nam au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Qu'il me soit permis à présent de m'exprimer à titre national.

Le rôle majeur des femmes dans différents secteurs, notamment le domaine socioéconomique, est reconnu depuis de nombreuses années. Ce n'est pourtant qu'après l'adoption de la résolution 1325 (2000) que le rôle et la contribution des femmes à la paix et à la sécurité ont été reconnus. Cette résolution reconnaît judicieusement la participation importante des femmes au règlement des conflits et à l'instauration d'une paix durable. Toutefois, dans certains cas, les femmes peuvent éprouver des difficultés à contribuer à la vie de leur société par manque de possibilités. C'est pourquoi ma délégation exhorte tous les États Membres à autonomiser pleinement les femmes au moyen de politiques et de stratégies nationales visant à mettre en œuvre la résolution. Il importe par ailleurs que nous traduisions nos engagements en mesures concrètes.

À cet égard, le Cambodge est fier de partager les progrès qu'il a accomplis dans le renforcement de la participation des femmes dans tous les secteurs. Il s'agit notamment de postes élevés dans le secteur public, comme le fait qu'une femme assume la présidence de l'Assemblée nationale du Cambodge, et d'un nombre accru de femmes ministres, qui représentent 10 % de notre nouveau gouvernement, dont la formation a été annoncée en août dernier.

Le Cambodge, une nation éprise de paix, est passé du statut de pays hôte à celui de contributeur actif aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies depuis 2006, en déployant 9 205 soldats, dont 728 femmes, dans des pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe. L'engagement du Cambodge n'est jamais limité en ce qui concerne la promotion du rôle capital des femmes dans les postes de direction et dans le domaine de la paix et de la sécurité. En 2022, le Cambodge s'est classé douzième parmi les 121 pays fournisseurs de contingents et deuxième parmi les pays de l'ASEAN en termes de nombre de soldates de la paix déployées. Le Cambodge déploie actuellement 903 soldats, dont 148 femmes. Ce nombre équivaut à 16,42 %, ce qui dépasse le seuil de 15 % fixé par l'ONU.

Nous sommes également fiers de partager une autre étape importante : l'adoption du Plan d'action régional de l'ASEAN sur les femmes et la paix et la sécurité, lors des quarantième et quarante et quarante et unième sommets des pays de l'ASEAN, qui se sont tenus au Cambodge en

novembre 2022. Ce plan a pour but d'inciter l'ASEAN à faire progresser la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité afin de promouvoir une paix et une sécurité durables pour tous les citoyens et de renforcer les quatre piliers de la participation des femmes, à savoir la protection, la prévention, l'aide et le relèvement après les conflits.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'engagement ferme du Cambodge à mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans l'intérêt de l'humanité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République bolivarienne du Venezuela.

M^{me} Marin Sevilla (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Bien qu'elle ne soit pas impliquée dans des conflits armés, la région latino-américaine et caribéenne est confrontée à d'autres formes d'agressions systémiques, telles que la déstabilisation politique, l'interventionnisme étranger et les mesures coercitives unilatérales, avec toutes les conséquences dévastatrices qu'elles entraînent et qui touchent principalement les femmes et les filles, ainsi que les populations potentiellement vulnérables. Pour le Venezuela, progresser vers une société définitivement égalitaire et respectueuse des droits des femmes est une priorité politique absolue, non seulement en ce qui concerne la participation, le leadership et la prise de décisions politiques, mais aussi pour ce qui est du rôle des femmes dans le renforcement du tissu social et de leur participation active à la prévention et au règlement des conflits à différents stades, ainsi qu'au maintien et à la consolidation de la paix. Cette politique doit également être une question prioritaire et transversale à l'ordre du jour des organisations multilatérales et régionales, telles que l'ONU.

La République bolivarienne du Venezuela a condamné à maintes reprises, dans de nombreuses instances internationales, les mesures coercitives unilatérales et leurs effets négatifs. De telles mesures agissent comme des armes de guerre multidimensionnelles qui sapent de manière flagrante les droits humains, les systèmes financiers, l'aide humanitaire, les chaînes d'approvisionnement, les technologies de l'information et des communications, l'accès à la santé universelle, l'éducation et d'autres systèmes d'infrastructures critiques qui sont essentiels au développement et à la durabilité de tous les États. L'une des conséquences les plus destructrices de cette politique cruelle et déshumanisante est son incidence sur la stabilité politique des États et la remise en cause

des progrès accomplis, en particulier dans le domaine des droits des femmes et des filles, la déstabilisation interne, la traite et le trafic de migrants par des groupes mafieux, ainsi que le détournement de l'aide humanitaire à des fins mercantiles. Ces effets constituent une réalité irréfutable à laquelle il faut mettre un terme. Ils ne font qu'engendrer l'instabilité, la pauvreté et l'exclusion, privant ainsi d'avantage les femmes et les filles de leurs droits fondamentaux. C'est pourquoi nous demandons la levée immédiate de ces mesures.

Soulignons en leur nom que toute politique visant à promouvoir la question des femmes et de la paix et de la sécurité sera dépourvue de sens, manquera de légitimité et restera incomplète tant que les Palestiniennes seront soumises à l'oppression et au joug d'une Puissance occupante, le Gouvernement israélien. Le siège de Gaza a fait des milliers de victimes, y compris des femmes et des filles, dans des bombardements qui ne font aucune distinction quant au sexe, à la classe sociale, à l'appartenance politique ou à l'âge, tandis que le peuple palestinien résilie son avenir entravé. Les efforts de paix doivent inclure les femmes. Mais avant de pouvoir assurer leur inclusion, l'agression militaire de la Puissance occupante, le Gouvernement israélien, doit cesser et des efforts sincères visant à instaurer la paix doivent reprendre.

Enfin, le Venezuela souhaite saisir cette occasion pour condamner à nouveau sans ambiguïté l'exploitation et les atteintes sexuelles dans toutes les entités des Nations Unies, y compris dans les opérations de maintien et de consolidation de la paix, ainsi que pour exprimer son appui total à la politique de tolérance zéro à l'égard de ces crimes et pour souligner la nécessité urgente de traduire en justice toutes les personnes responsables de ces actes. Dans le cadre de sa politique étrangère, le Venezuela reste déterminé à lutter résolument contre la féminisation de la pauvreté et l'exclusion des femmes des processus de prise de décision et d'élaboration des politiques publiques. Le leadership des femmes dans les processus de développement, de transformation, de libération et de consolidation de la paix représente la voie incontournable et le destin sûr que nous devons renforcer et consolider de manière décisive. Malgré la complexité du défi et l'opposition de multiples puissances et idéologies mondiales, le Venezuela poursuivra ses efforts pour concrétiser cet idéal en faveur des droits des femmes et de l'inclusion de tous et de toutes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Chypre.

M^{me} Panteli (Chypre) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat très important, et d'exprimer notre gratitude à toutes les intervenantes pour leurs recommandations et leurs exposés instructifs.

Ma déclaration complétera celle faite au nom de l'Union européenne, à laquelle Chypre souscrit pleinement.

Quelque 23 années se sont écoulées depuis l'adoption à l'unanimité de la résolution 1325 (2000). Ce moment fut historique, étant donné que cette résolution pionnière a reconnu l'importance des questions de genre dans les négociations de paix, les opérations de maintien de la paix, la consolidation de la paix et la gouvernance au lendemain des conflits. À deux ans du vingt-cinquième anniversaire historique de l'adoption de la résolution 1325 (2000), il est essentiel d'évaluer les résultats que nous avons obtenus, mais surtout les objectifs que nous devons atteindre d'ici 2025. La participation pleine, égale et véritable des femmes aux processus de paix et aux structures de prise de décision ne doit pas être une simple aspiration, mais une condition préalable à l'instauration d'une paix durable.

Depuis 2000, des progrès considérables ont été réalisés dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Cependant, la triste réalité est que nous sommes aujourd'hui témoins de nets reculs des droits des femmes et des filles dans le monde entier. Alors que les femmes et les filles sont de plus en plus au centre de l'attention grâce au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, le nombre d'attaques et de représailles dont elles sont victimes ne cesse d'augmenter. Nous devons veiller à ce que la participation des femmes au programme pour les femmes et la paix et la sécurité soit non seulement pleine, égale et véritable, mais qu'elle se fasse également en toute sécurité. Il est de notre responsabilité commune de garantir une tolérance zéro à l'égard de toute forme d'attaque, d'intimidation ou de représailles qui visent les femmes et les filles parce qu'elles participent à la vie politique, aux travaux sur les droits humains et les affaires humanitaires, aux activités de consolidation de la paix et à la coopération avec les mécanismes des Nations Unies.

À cet égard, Chypre note avec inquiétude que, comme l'indique le Secrétaire général dans son dernier rapport (S/2023/725), les attaques généralisées perpétrées contre les défenseuses des droits humains dans les régions touchées par un conflit se poursuivent. Chypre est convaincue que les organisations de la société civile servent la cause de la paix, de la sécurité et de la prospérité aux niveaux local, national et international. Face

à des défis sans précédent partout dans le monde, il est de notre responsabilité commune de veiller à ce que les organisations de femmes et les organisations locales dirigées par des femmes disposent des fonds et des capacités opérationnelles nécessaires pour participer à l'ensemble du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

C'est pourquoi Chypre a répondu à l'appel du Secrétaire général et contribuera à titre volontaire à la campagne mondiale « Invest-in-Women » (Investir dans les femmes) du Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire pour la période 2023-2025, dans le but de soutenir les organisations de femmes et les défenseuses des droits humains dans les situations de crise. Il est indéniable que ce sont les femmes et les filles qui paient le plus lourd tribut dans les situations de conflit. Les répercussions mondiales, notamment les dimensions sexospécifiques de l'effet des risques climatiques sur la paix et la sécurité, ainsi que les disparités entre les hommes et les femmes en matière de sécurité alimentaire, ne sont pas une exception. Ces problèmes touchent de plein fouet les personnes les plus vulnérables. Chypre estime que le rôle des femmes et des filles dans la consolidation de la paix et de la stabilité dans les situations d'après-conflit et les processus de paix va au-delà de la question de l'égalité des genres. Leur participation a un effet catalyseur sur les efforts déployés pour parvenir à une paix durable et à des sociétés prospères. Garantir la mise en œuvre inclusive des accords de paix est une condition *sine qua non* pour remédier à la fragilité de ces situations.

Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est sans nul doute l'un des programmes les plus emblématiques du Conseil de sécurité, non seulement parce qu'il reconnaît le rôle des femmes, mais aussi parce qu'il prouve qu'il n'y a pas de paix sans femmes. Il est dès lors de notre responsabilité collective d'intensifier nos efforts pour parvenir à la pleine application de la résolution 1325 (2000) et d'adopter des approches qui tiennent compte des questions de genre, afin de créer un monde plus pacifique et plus prospère pour tous et toutes. Le moment est venu de concrétiser nos engagements.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Angola.

M. Da Cruz (Angola) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis tout d'abord de saluer le leadership dont fait preuve la République fédérative du Brésil dans la conduite des travaux de sa présidence du Conseil de sécurité dans un contexte international où la paix et la sécurité internationales sont mises à rude épreuve, et où les femmes et les enfants sont malheureusement les principales victimes.

Je tiens également à souligner l'importance que revêt ce débat public annuel sur les femmes et la paix et la sécurité. L'Angola suit les efforts déployés par le Secrétaire général pour parvenir à la parité des genres à l'ONU, et nous le félicitons et l'encourageons à cet égard.

La résolution 1325 (2000) réaffirme l'importance de promouvoir l'égalité des genres dans toutes les phases des processus de consolidation de la paix et de sécurité. Elle reconnaît en particulier les effets spécifiques des conflits contemporains et des situations d'insécurité sur la vie des femmes et des filles dans le monde, ainsi que les efforts déployés pour atténuer ces effets et les limiter au maximum. Elle souligne qu'il est important que les femmes participent sur un pied d'égalité et soient pleinement associées aux efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité, et qu'il est nécessaire d'accroître le rôle des femmes dans les processus de prise de décision afin de prévenir et de régler les conflits et de renforcer leur participation aux opérations de paix. À ce titre, ces résolutions ont créé un socle politique international qui souligne que la parité femmes-hommes dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits est un facteur transversal à toutes les phases des processus de consolidation de la paix dans les pays en conflit ou qui en sortent, ainsi que dans les pays en paix, tels que l'Angola. Cela dit, cette résolution a 23 ans et, dans de nombreux pays, les femmes restent sous-représentées ou non représentées dans les processus décisionnels, ce qui nuit considérablement à la pleine mise en œuvre de la résolution 1325 (2000).

L'Angola joue un rôle important dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits, ainsi que dans la promotion de la paix et de la démocratie en Afrique, en particulier dans la région des Grands Lacs, grâce à des initiatives diplomatiques visant à promouvoir un dialogue politique permanent et à renforcer la confiance mutuelle et la coopération au service d'une croissance économique inclusive, de la prospérité et du bien commun. Notre politique étrangère en matière de paix et de sécurité s'appuie sur notre propre expérience nationale et sur notre volonté de promouvoir sans relâche la réconciliation nationale, l'unité et la cohésion sociales, ainsi que la consolidation de la démocratie et de l'état de droit.

Conscient du fait que les conflits n'ont pas les mêmes répercussions sur les femmes et les hommes et qu'il est nécessaire d'accroître la participation des femmes et d'intégrer la dimension « égalité des sexes » dans les processus de prévention, de gestion et de règlement des conflits, le Gouvernement angolais a adopté en 2017 un plan d'action national pour la mise en œuvre

de la résolution 1325 (2000). Son principal objectif était de renforcer la coordination et d'améliorer l'efficacité et le pragmatisme des différents programmes d'intégration des femmes dans les politiques de défense, de sécurité intérieure et de coopération. Ce plan vise à associer davantage les femmes aux prises de décision et à les impliquer pleinement dans toutes nos projets nationaux de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité. Il entend par ailleurs contribuer à l'éradication des violations des droits des femmes dans les situations de conflit, notamment la violence sexuelle et la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

Grâce à la mise en œuvre du plan national, les femmes jouent un rôle prépondérant de plus en plus important dans les initiatives en faveur de la paix et de la sécurité menées en Angola en vue de faire taire les armes en Afrique. Ce plan a également permis une représentation plus équitable des femmes dans les organes de décision. Elles occupent actuellement 38 % des sièges au Parlement et 40 % des postes au Gouvernement, et détiennent des portefeuilles politiquement sensibles, tels que ceux des finances, du travail, de la santé, de la jeunesse, de l'éducation et des affaires sociales. En outre, la présidence de l'Assemblée nationale, la vice-présidence de la République et la présidence de la Cour constitutionnelle sont également des postes occupés par des femmes.

En mai, l'Angola a accueilli le premier Forum international des femmes pour la paix et la démocratie, qui a été l'occasion de réfléchir aux moyens de favoriser la stabilité et le programme de développement durable, et de renforcer l'état de droit en Afrique, tout en consolidant la participation des femmes aux initiatives de médiation et de résolution des conflits. Le Forum servira également à renouveler notre engagement commun à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi qu'à éradiquer la violence. Ce sont là des priorités essentielles du Gouvernement angolais dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité.

Dans un contexte international caractérisé par de grands défis, il faut privilégier le multilatéralisme comme moyen d'aboutir à un consensus sur la préservation de la paix et de la sécurité internationales, la promotion du développement durable et la défense des droits humains. À cette fin, nous devons accroître la participation des femmes et intégrer la prise en compte des questions de genre dans tous nos efforts de paix et de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Bahreïn.

M. Alrowaiei (Bahreïn) (*parle en arabe*) : Je remercie le Ministre brésilien des affaires étrangères, M. Mauro Vieira, d'avoir organisé le présent débat important sur les femmes et la paix et la sécurité. Je tiens également à remercier le Secrétaire général Guterres, la Directrice exécutive d'ONU-Femmes et toutes les autres intervenantes pour leurs précieuses déclarations.

Nous approchons du vingt-cinquième anniversaire de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité, qui souligne l'importance de la participation sur un pied d'égalité des femmes à la prise de décisions, à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et au maintien de la paix. Toutefois, les menaces constantes qui pèsent sur la sécurité mondiale et les tendances négatives observées dans le monde entier ont sapé les progrès réalisés pour les droits de la femme et ont fait obstacle à la pleine réalisation de l'égalité femmes-hommes et de la paix mondiale. Dans son dernier rapport sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2023/725), qui met l'accent sur la participation véritable des femmes au rétablissement, au maintien et à la consolidation de la paix, le Secrétaire général souligne la nécessité d'investir dans la concrétisation des engagements déjà pris en la matière.

Sous la direction de S. M. le Roi Hamad bin Isa Al Khalifa du Royaume de Bahreïn, et avec le soutien de S. A. R. le Prince Salman bin Hamad Al Khalifa, Prince héritier et Premier Ministre, Bahreïn reste attaché à ses obligations internationales concernant les femmes, y compris la résolution 1325 (2000), ainsi qu'à tous les efforts visant à promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Dans la mise en œuvre du programme, nous accordons une attention particulière à la sécurité humaine dans toutes ses dimensions, car elle est étroitement liée au développement durable. Le Haut Conseil des femmes de Bahreïn, présidé par S. A. R. la Princesse Sabeeka bint Ibrahim Al Khalifa, a favorisé durablement l'égalité femmes-hommes et la promotion des femmes et a fait connaître nos réussites nationales et nos meilleures pratiques aux niveaux régional et international.

Le Royaume de Bahreïn souligne que toutes les parties à un conflit armé doivent respecter les principes du droit international relatifs aux droits et à la protection des femmes et des filles, en particulier les obligations qui s'imposent à ces parties, notamment celles énoncées dans les Conventions de Genève de 1949 et le Protocole additionnel de 1977, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1977 et la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967.

Compte tenu des périls auxquels le Moyen-Orient se heurte actuellement, et qui ont des conséquences humanitaires tragiques, dont les femmes et les enfants pâtissent le plus, Bahreïn appelle à un cessez-le-feu immédiat, à l'arrêt des opérations militaires et à la protection de tous les civils innocents, tant du côté palestinien que du côté israélien. Nous demandons également que tous les prisonniers, otages et détenus soient libérés et que l'on facilite l'acheminement, dans le respect du droit international humanitaire, de fournitures médicales, de nourriture, d'eau, de carburant et d'électricité dans la bande de Gaza, afin d'atténuer la catastrophe humanitaire qui touche plus de 2 millions de Palestiniens.

Pour finir, Bahreïn réaffirme son soutien à toutes les initiatives internationales visant à garantir l'égalité femmes-hommes sur tous les plans du développement et de l'action humanitaire, et à renforcer la contribution des femmes à la paix et à la sécurité à tous les niveaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de l'Algérie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne la parole.

M. Sahraoui (Algérie) (*parle en arabe*) : La délégation de mon pays a demandé la parole afin de répondre à une déclaration de la représentante du Maroc pour le moins surprenante et malavisée, étant donné que l'Algérie, dans son discours, n'a pas abordé la situation des femmes au Maroc, ni de près, ni de loin. Nous ne répondrons pas aux mensonges et aux calomnies contenus dans sa déclaration, qui montrent clairement le niveau auquel son pays est tombé. Je tiens, dans cette salle, à insister sur les points suivants.

Tout d'abord, nous ne pouvons pas aborder le thème de la présente séance, à savoir « Les femmes et la paix et la sécurité », sans évoquer le problème des femmes qui souffrent sous le joug et la tyrannie de l'occupation. Nous rendons une nouvelle fois hommage depuis cette tribune à toutes les femmes qui résistent au colonialisme et à l'injustice partout dans le monde, en particulier en Palestine et au Sahara occidental. Nous saluons leurs sacrifices.

Les Sahraouies, que la représentante du Maroc le veuille ou non, font partie d'un peuple dont aucune puissance coloniale ne peut abolir l'existence. Un peuple, qui souffre sous le joug d'une occupation qui lui a pris leurs terres et l'a dépouillé de ses droits fondamentaux. Un peuple qui attend avec impatience la liberté et la fin de l'occupation. Malgré toutes les souffrances qu'elles subissent sous l'occupation, les Sahraouies continuent de

lutter pour leurs droits inaliénables et imprescriptibles, au premier rang desquels le droit à l'autodétermination.

Deuxièmement, les pratiques d'occupation, avec les violations des droits humains et les persécutions qui les accompagnent, ont été rejetées et condamnées. Elles ont été consignées par le Secrétaire général dans son récent rapport A/78/249 présenté à l'Assemblée générale. Ce rapport est le dernier d'une longue série de rapports qui critiquent tous la situation des droits de l'homme au Sahara occidental. Ils montrent le visage hideux de l'occupation en présentant des faits probants qui ne peuvent être niés. Il s'agit de faits concernant les violations commises contre des militantes, comme Sultana Khaya et Aminatou Haydar, et de nombreuses autres Sahraouies. Elles sont des exemples de militantes qui refusent d'être brisées ou de renoncer à leurs droits.

Enfin, personne ne peut nous enlever le droit de défendre un peuple qui est sous le joug de l'occupation et qui veut exercer son droit à l'autodétermination. J'insiste sur le fait que le peuple sahraoui est un peuple qui vit sous occupation, malgré les efforts de ceux qui tentent de falsifier la réalité. Cette réalité est confirmée par le Secrétaire général dans son récent rapport A/78/249 et il s'agit bien d'une question de décolonisation. Le paragraphe 2 du rapport du Secrétaire général confirme que :

« Le Conseil de sécurité examine la situation concernant le Sahara occidental dans le cadre des questions relatives à la paix et à la sécurité, appelant de ses vœux, dans des résolutions successives, une « solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental ». La Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux l'examinent au titre des questions relatives aux territoires non autonomes et à la décolonisation. »

La vérité est claire. La question du Sahara occidental est une question de décolonisation et est considérée sous cet angle par les organismes des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : La représentante du Maroc a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne la parole.

M^{me} Moutchou (Maroc) : Ma délégation se trouve obligée de demander une déclaration additionnelle au

Conseil de sécurité en raison de la nouvelle intervention, haineuse et truffée de mensonges, de la part de la délégation algérienne.

Hier et aujourd'hui, 98 délégations, le Secrétaire général de l'ONU, la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, l'Envoyée spéciale du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, et la représentante de la société civile n'ont, ni de près ni de loin, évoqué la question du Sahara marocain, et ce pour la simple raison qu'elle n'a absolument rien à voir avec ce débat.

Comme à son accoutumée, l'Algérie, et uniquement l'Algérie, par la voie de son ministre des affaires étrangères, a tenté d'envenimer ce débat et de l'instrumentaliser à des fins politiciennes, qui trahissent son agenda séparatiste, destructeur de la région nord-africaine.

L'Algérie doit avoir honte de se référer à la question du Sahara marocain alors qu'elle séquestre des populations entières, particulièrement des femmes et des enfants, dans une prison dénommée les camps de Tindouf. Les femmes et les filles vivant dans ces camps subissent les pires violations de leurs droits sous la supervision et avec l'accord et la participation des autorités algériennes. Elles sont laissées à la merci de l'Algérie et du groupe armé séparatiste lié au terrorisme, le Front POLISARIO, qui propage la terreur et pratique l'esclavagisme, la servitude et les abus sexuels dans ces camps.

La presse internationale a révélé que plus de 150 jeunes filles étaient retenues contre leur gré dans ces camps, notamment Maloma Morales de Matos, Darya Embarek Selma, Nadjiba Mohamed Kacem, Koria Badbad Hamed et bien d'autres, qui ont été victimes des bourreaux du POLISARIO et de son soi-disant dirigeant, le séparatiste Brahim Ghali, qui est poursuivi par la justice européenne pour crimes contre l'humanité, viols et agressions sexuelles, notamment contre M^{me} Khadijatou Mahmoud.

Les enfants, et particulièrement les petites filles, des camps de Tindouf ne sont pas épargnés des pires violations de leurs droits et sont soumis, de jour comme de nuit, à la propagande, l'embrigadement, l'endoctrinement et l'exploitation. Pire, le monde a été consterné de voir des vidéos filmées dans les camps de Tindouf montrant vague après vague d'enrôlements forcés d'enfants soldats, y compris de filles, par le POLISARIO. Ces enfants sont forcés de rejoindre les unités militaires, munis de l'équipement militaire complet dont le combattant a besoin. Ces enfants sont privés de leurs droits élémentaires,

leur enfance, leur innocence et leur scolarisation. Ces pratiques barbares et criminelles de recrutement et d'embrigadement des enfants séquestrés se poursuivent en toute impunité à des fins criminelles, terroristes et militaires, au vu et au su et avec la complicité du pays hôte, l'Algérie, en violation flagrante du droit international et des droits les plus élémentaires des droits de l'enfant. Ces pratiques sont calquées sur celles des groupes terroristes, comme Al-Qaida et Daech, et l'Algérie et son parrain, le POLISARIO, devront répondre de ces crimes haineux devant la justice internationale.

Même l'aide humanitaire internationale destinée aux populations séquestrées dans les camps de Tindouf est détournée systématiquement et à grande échelle. En effet, dans son rapport intitulé *Évaluation du plan stratégique de pays provisoire du PAM pour l'Algérie (2019-2022)*, publié en janvier 2023, le Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré, je cite,

« Des sources récentes ont indiqué que l'aide humanitaire « a connu d'importants détournements au fil des ans », avec des biens « remplacés par des biens de moindre qualité, volés ou vendus dans les camps ». L'une des conséquences de cette situation est « une pénurie majeure de produits alimentaires essentiels, y compris les produits nécessaires pour les bébés et les nouveau-nés ». » (*par. 155*)

Le rapport donne également les preuves de la vente des produits de l'aide humanitaire dans la ville algérienne de Tindouf et dans les pays voisins. En outre, il fait état de l'absence de contrôle direct par le PAM sur la distribution de l'aide humanitaire dans les camps, et l'absence d'accès libre de son personnel aux camps, et notamment aux entrepôts clandestins. Comment l'Algérie ose-t-elle venir devant le Conseil et parler de la question du Sahara marocain alors qu'elle et le POLISARIO volent l'aide humanitaire destinée aux populations séquestrées dans les camps de Tindouf ?

L'Algérie continue de violer le droit international humanitaire en s'opposant à l'enregistrement des populations des camps de Tindouf, malgré les demandes incessantes du Conseil depuis 2011. Pourquoi ? La réponse à cette question est bien simple et très claire. Le recensement de ces populations dévoilera la supercherie dans laquelle l'Algérie tente de maintenir la communauté internationale depuis presque 50 ans en gonflant le nombre de ces populations. Un recensement et les interviews individuelles de ces populations dans les camps de Tindouf devront leur permettre de choisir l'une des solutions durables que leur offre le droit international, en particulier

le retour librement consenti au Sahara marocain. Or, l'Algérie sait pertinemment que ces populations choisiront le retour au Sahara marocain, ce qui lui fera perdre la carte de l'instrumentalisation politique et éhontée de leur séquestration sur son territoire. Comme je viens de l'indiquer, un recensement privera le POLISARIO et les responsables algériens de l'argent volé suite au détournement de l'assistance humanitaire, comme confirmé dans le rapport du PAM de janvier 2023 et dans ceux de l'Office européen de lutte antifraude et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avant lui.

Dans sa déclaration au Conseil des droits de l'homme en mars 2022, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M^{me} Michelle Bachelet, a réitéré ses vives préoccupations au sujet des violations des droits de l'homme par les autorités algériennes en indiquant, je cite :

« En ce qui concerne l'Algérie, je suis préoccupée par les restrictions croissantes des libertés fondamentales, notamment l'augmentation des arrestations et des détentions de défenseurs des droits de l'homme, de membres de la société civile et d'opposants politiques. Je demande au Gouvernement de changer d'approche et de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir les droits de sa population à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. »

De même, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, M^{me} Mary Lawlor, s'est déclarée, dans une communication publiée en février dernier, préoccupée par la répression croissante contre la société civile par les autorités algériennes suite à la dissolution de la Ligue algérienne pour

la défense des droits de l'homme et du Rassemblement Actions Jeunesse, deux des plus importantes associations de défense des droits de l'homme en Algérie. Elle a déclaré, et je cite, « les actes d'intimidation, de réduction au silence et de répression contre le mouvement des droits humains doivent cesser », et a ajouté « nous partageons de vives préoccupations concernant de nombreuses dispositions de la loi algérienne sur les associations qui sont en contradiction avec le droit international des droits de l'homme ».

Je voudrais juste ajouter un paragraphe pour éclairer la communauté internationale sur le cas du peuple vaillant de la Kabylie, un peuple de plus de 8 millions de personnes et vieux de plus de 9 000 ans, qui continue d'être privé de ses aspirations légitimes et de ses droits les plus fondamentaux, dont le droit à l'autodétermination. Ses représentants légitimes sont pourchassés, arrêtés, persécutés, même lorsqu'ils subissent déjà les affres de l'exil forcé. Il est inadmissible que, de nos jours, le vaillant peuple kabyle, soit soumis à un blocus généralisé et à une punition collective juste parce qu'il revendique le droit légitime à l'autodétermination. Les Nations Unies ont l'obligation politique et morale de réparer cette injustice historique à l'égard du peuple kabyle, l'un des plus anciens peuples d'Afrique.

Pour conclure, n'en déplaise à la délégation algérienne, il n'y a pas de femme sahraouie, il y a une femme marocaine issue du Sahara marocain. Les femmes des provinces du sud du Maroc, au même titre que les femmes de toutes les régions du Maroc, de Tanger à La Guera, sont toutes marocaines. Elles l'ont toujours été, elles le resteront toujours.

La séance est levée à 18 h 15.